

Vers un monde bipolaire

David Bensoussan

L'auteur est professeur de sciences à l'Université du Québec

Les développements récents révèlent l'émergence accélérée de nouveaux blocs de puissance, annonçant peut-être la fin de l'ordre international qui a prévalu depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. La puissance montante qu'est la Chine déstabilise un monde façonné et dominé par les États-Unis.

Les États-Unis semblent opérer un retour assumé à la doctrine Monroe, remise au goût du jour et rebaptisée – non sans ironie – doctrine Donroe, du nom de Donald Trump. Le principe reste inchangé : aucune puissance étrangère ne doit s'immiscer dans l'ensemble du continent américain.

L'éviction spectaculaire du président vénézuélien Nicolás Maduro, facilitée par des complicités internes, a mis fin à une collaboration jugée dangereuse entre Caracas, le cartel, l'Iran et le Hezbollah. Mais l'enjeu principal vise à empêcher la Chine d'accéder aux immenses réserves pétrolières vénézuéliennes – parmi les plus importantes au monde – et, surtout, de prévenir toute tentative de transaction internationale majeure en yuans, qui fragiliserait le rôle du dollar comme monnaie de référence internationale. L'arraisonnement de navires transportant du pétrole vénézuélien sous pavillon russe s'inscrit dans cette même logique de dissuasion stratégique.

Dans cette logique, le regain d'intérêt de Washington pour le Groenland – à la fois pour sa position géostratégique et pour ses ressources minières – est tout sauf anecdotique. Au-delà de son rôle stratégique, il s'agit de contrer les plans d'ouverture de nouvelles routes maritimes chinoises destinées à raccourcir les liaisons vers l'Europe, tout en contenant les ambitions russes dans l'Arctique, notamment vis-à-vis des territoires canadiens du Grand Nord.

Parallèlement, les nouveaux accords conclus avec les monarchies sunnites reposent sur un échange sans fard : fourniture d'armements américains de

pointe contre investissements massifs de pétrodollars aux États-Unis, se chiffrent en centaines de milliards. Toute dimension idéologique en est absente. L'administration Trump s'accommode sans difficulté de régimes autoritaires, pourvu que les retombées économiques et stratégiques servent les intérêts américains. Les relations entretenues avec le Qatar et la Turquie relèvent du même pragmatisme sélectif : la mouvance des Frères musulmans y est tolérée, alors qu'elle est qualifiée de terroriste ailleurs.

L'Europe, de son côté, se réveille douloureusement. Sa défense apparaît comme un « bouclier troué », pour reprendre l'expression de Stéphanie Grammond, rédactrice en chef du quotidien La Presse. Européens, Japonais et Sud-Coréens prennent conscience qu'ils ont longtemps vécu à l'abri du parapluie militaire américain et ont pu consacrer leurs investissements dans la production de produits civils concurrentiels.

Les annonces d'augmentation des budgets européens de défense – visant 5 % du PIB – traduisent cette prise de conscience, mais leur mise en œuvre prendra des années : acquisition d'équipements ultramodernes, formation des troupes, harmonisation des doctrines. En réalité, il n'existe pas d'armée européenne, car sans la participation américaine, les vingt-sept forces nationales diffèrent en raison de leurs matériels disparates et de leurs stratégies souvent divergentes. L'hypothèse d'un commandement unifié demeure lointaine. Ainsi et à titre d'exemple, beaucoup de pays privilégient l'achat d'avions furtifs américains F-35, tandis que la France défend le Rafale ; l'Allemagne refuse que le parapluie nucléaire français – encore limité – relève d'une souveraineté exclusivement hexagonale ; le Royaume-Uni, quant à lui, reste solidement arrimé au dispositif militaire américain.

Dans ce contexte, l'Allemagne a engagé plusieurs milliards dans l'acquisition de systèmes israéliens de défense antimissile, tandis que le carnet de commandes de l'industrie militaire israélienne explose, porté par une réputation d'efficacité éprouvée sur le terrain.

Un axe sino-russe se cristallise. L'adossement de la puissance nucléaire russe aux capacités technologiques, industrielles et financières de la Chine fait émerger un pôle concurrent d'envergure, en mesure de remettre en cause,

sur le long terme, la prééminence américaine. L'Iran écoule l'essentiel de ses exportations pétrolières vers la Chine — souvent autour de 80 % à plus de 90 % selon les périodes — et sert en retour de terrain d'expérimentation pour certains équipements militaires qu'il reçoit, notamment dans l'hypothèse d'un affrontement avec les États-Unis. Des exercices navals russes, chinois et iraniens au voisinage de l'armada américaine au large du détroit d'Ormuz visent à en surveiller les mouvements et à gêner son déploiement.

Dans son sillage, l'ensemble des BRICS+ — dix pays, dont la Russie, la Chine et l'Inde — regroupe, début 2025, près de la moitié de la population mondiale. Selon le Fonds monétaire international, ce bloc représente désormais environ 35 % du produit intérieur brut mondial, contre 44 % pour les pays du G7. Les intérêts des pays membres du BRICS+ ne convergent pas toujours et la suprématie chinoise constitue un obstacle de taille. À terme, l'éventuelle adoption d'une monnaie commune fragiliserait le rôle central du dollar.

La question n'est plus de savoir si le monde se polarise, mais jusqu'où cette bipolarisation redéfinira les règles du jeu international.